

## Compte-rendu du webinaire



La Covid-19, en nous imposant son calendrier, nous force à réfléchir sur un « après » incertain. Si la pandémie est mondiale, son éradication ne pourra être que nationale. Face à ce qui semble être un renversement de la coopération au profit de la compétition, le débat sur la souveraineté est partout devenu central, il restera probablement structurant, l'indépendance l'emportant sur la solidarité. Dans un tel contexte qui fait jaillir la nécessité de la construction d'un nouvel élan de la communauté, un nouvel espoir pour le destin de l'Humanité se dessine. A la mondialisation, et au consensus de Washington, se substitue la planétisation autour de ce qui peut devenir le nouveau consensus mondial : les Accords de Paris.

La Fondation Prospective et Innovation a voulu développer la réflexion sur ces enjeux en organisant plusieurs entretiens sur le thème de la souveraineté, qui ont servi de support à la rédaction de l'Almanach annuel de la Fondation Prospective et Innovation, « *SHERIF 2021- De la mondialisation à la planétisation : souveraineté et interdépendance* », publié le 16 mars 2021 aux éditions Gingko.

Aux côtés de **Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier ministre et Président de la Fondation Prospective et Innovation, **Paul BOUDRE**, Directeur général de Soitec, et, **Pierre FEILLET**, Directeur de recherche émérite à l'Institut National de la Recherche Agronomique, Membre de l'Académie des technologies, de l'Académie d'agriculture de France et de l'Académie internationale des sciences et technologies des aliments nous ont partagé avec lucidité leurs réflexions sur ces thématiques lors du webinaire de lancement du nouvel ouvrage de la Fondation Prospective et Innovation, le 25 mars 2021. De ces fructueux échanges, quelques points sont ressortis :

### **1. Croire en une souveraineté alimentaire et une souveraineté technologiques françaises : utopiste ou réaliste ?**

Si la souveraineté alimentaire et la souveraineté technologique font autant parler d'elles-mêmes, c'est bien parce qu'elles occupent une place centrale au sein de l'économie française, notamment en raison du nombre d'individus concernés et leurs enjeux futurs. La tendance actuelle et les nombreux défis auxquels les industries alimentaires et technologiques doivent faire face brossent pourtant un portrait préoccupant de l'économie nationale : celui d'un colosse aux pieds d'argile.

En premier lieu, la souveraineté alimentaire, qui repose sur la sécurité alimentaire, autrement dit l'accès total à l'alimentation saine et durable pour le pays, peine encore à être garantie. Celle-ci passe par l'élaboration d'un système agroalimentaire efficace, de l'industrie et la production, à la distribution et la consommation. Ainsi, l'idée répandue par certains détracteurs de la mondialisation et du libéralisme selon laquelle la souveraineté serait synonyme d'isolement et d'autarcie du système mondial est en porte-à-faux devant l'apparente nécessité des échanges commerciaux, surtout quand il s'agit de consommation alimentaire. La France doit sa première place de puissance agricole européenne aux efforts des agriculteurs français, notamment après la Seconde guerre mondiale et à sa productivité agricole qui expliquait 11% du commerce mondial de produits agroalimentaires en valeur en 1990.

La globalisation, qui a, entre autres intensifié les échanges, a vraisemblablement porté préjudice à l'économie française, mais celle-ci profite également de la mondialisation des échanges. Aujourd'hui, l'Hexagone importe 20% de son alimentation, et la balance commerciale avec les pays européens est désormais négative.

Dans le domaine de la technologie, le constat est peu ou prou équivalent. La guerre économique menée par la Chine et les Etats-Unis illustre cette prise de conscience mondiale pour la souveraineté numérique. Face à l'arrivée préparée et déterminée des produits chinois sur le marché des technologies, l'endurance des souverainetés européennes et américaines fait débat. D'autant plus que l'enjeu stratégique des data est considérable puisque maîtriser l'information aujourd'hui, c'est contrôler l'influence qu'elles auront sur la vie quotidienne demain (éducation, santé...). En outre, la complexité des *supply chains* numériques ou technologiques fait que plusieurs entreprises étrangères, et plusieurs industries sont impliquées, rendant impossible l'idée d'isoler les industries nationales, en atteste la crise subie par le monde de l'automobile. En raison de la pandémie de la Covid-19, celui-ci dispose désormais d'un accès insuffisant aux dispositifs, appareils ou accessoires nécessaires à la fabrication d'une voiture, notamment les *devices* numériques (moteurs électriques, écran...). La collaboration entre l'industrie numérique et l'industrie automobile est donc la clé de réussite, de même pour la santé, ou l'éducation.

Pour autant, l'entreprise Soitec spécialisée sur la production de matériaux sur lesquels des puces numériques sont fabriqués, prouve avec ses licenciés et ses 80% de parts de marché que la France est encore dans le jeu de la compétition mondiale. Pourtant basée au cœur des Alpes françaises, l'entreprise attire des grands noms de l'industrie numérique jusqu'à elle : pas de *smartphone* sans Soitec donc !

## **2. L'Union européenne comme clé de voûte de la souveraineté et de la coopération**

Inefficace est la construction d'une souveraineté nationale française si celle-ci n'est pas pensée selon les contours de la souveraineté européenne et la place qu'occupe la France dans une Union souveraine composée de pays souverains.

Dans l'agroalimentaire d'abord, il ressort que les valeurs de la culture alimentaire française sont loin d'être partagées par l'ensemble des pays européens, notamment en ce qui concerne l'agriculture durable. La priorité, pour ne pas mettre en difficulté nos professionnels et notre sécurité alimentaire, est à la suppression des distorsions de concurrence au sein de l'Union européenne. L'industrie agroalimentaire française pourrait également bénéficier d'une valorisation des circuits courts pour les fruits, les légumes et les produits frais, d'une indispensable création d'une stratégie des stocks, et de connaissances et techniques induites grâce à la recherche pour permettre aux exploitants de faire une agriculture durablement productive.

Il est néanmoins nécessaire de rappeler que le tableau est moins sombre qu'il n'y paraît. De l'entreprise ASML en Hollande, leader mondial de la fabrication de machines de photolithographie pour l'industrie des semi-conducteurs, à la multinationale française et italienne STMicroelectronics, le continent européen regorge de talents et de champions de la *supply chain* numérique, et est à la pointe de la recherche et du développement. L'Europe doit encore mesurer certains challenges dont elle a les moyens de relever les défis, notamment celui de la numérisation croissante de la société et l'exploitation et l'attraction de talents.

Reste encore à définir le socle de la souveraineté d'une Europe dont l'ADN entremêle multilatéralisme et coopération. La bonne fortune de l'Union européenne repose donc sur la coopération interne et la création de partenariats mondiaux. Dans un monde aussi connecté que le nôtre, la souveraineté passe aussi par la possibilité de choisir ses alliés. L'Europe, et notamment la France, ont tout à gagner à regarder la situation actuelle avec lucidité et à articuler souveraineté et interdépendance dans des projets concrets conjuguant ambition et réflexion stratégique.

SE